

Cinq graphiques pour comprendre les priorités de la France pendant la crise de la COVID-19

IMF [imf.org/fr/News/Articles/2021/01/15/na011921-five-charts-on-frances-policy-priorities-to-navigate-the-covid19-crisis](https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/01/15/na011921-five-charts-on-frances-policy-priorities-to-navigate-the-covid19-crisis)

Jeffrey Franks, Bertrand Gruss, Manasa Patnam et Sebastian Weber

le 19 janvier 2021

La France a été lourdement frappée par la pandémie mondiale, tant sur le plan sanitaire qu'économique. Pour le pays, la priorité est de sauver des vies tout en réduisant au minimum le coût économique de la pandémie.

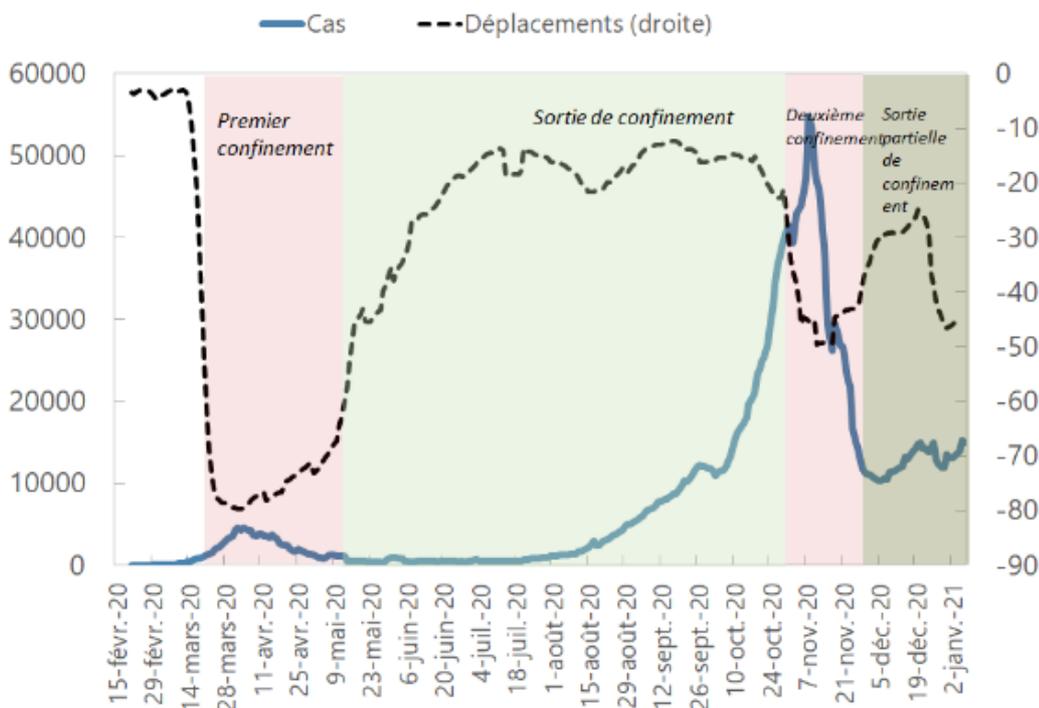
Le gouvernement devrait donc continuer d'apporter une aide budgétaire adaptée aux ménages et aux entreprises, préserver la stabilité financière et encourager une transformation économique durable au fur et à mesure de la reprise de l'économie. Les cinq graphiques ci-après illustrent le dernier bilan économique de la France établi par le FMI et les principaux enjeux.

- **La pandémie et les mesures de confinement ont provoqué la plus grande récession qu'ait connue la France depuis la seconde guerre mondiale et les perspectives restent incertaines.** Le virus de la COVID-19 s'est propagé de manière rapide et intense en France, déclenchant une crise sanitaire et économique sans précédent. Le gouvernement a pris plusieurs trains de mesures de confinement afin de ralentir la propagation du virus. En 2020, la production devrait chuter d'environ 9 %. En 2021, la reprise devrait être partielle car les effets de la pandémie continueront de se faire sentir et les risques, liés notamment au nouveau variant du virus et à la lenteur de la vaccination, créeront de l'incertitude.

Confinements et déplacements

Les confinements ont permis de réduire le nombre de nouveaux cas en France mais ont entraîné une baisse de l'activité.

(moyenne mobile du nombre de cas quotidiens et de la mobilité sur 7 jours)



Sources : Google Mobility (moyenne des déplacements dans les magasins, sur les lieux de travail et dans les transports), ECDC; calculs des services du FMI.

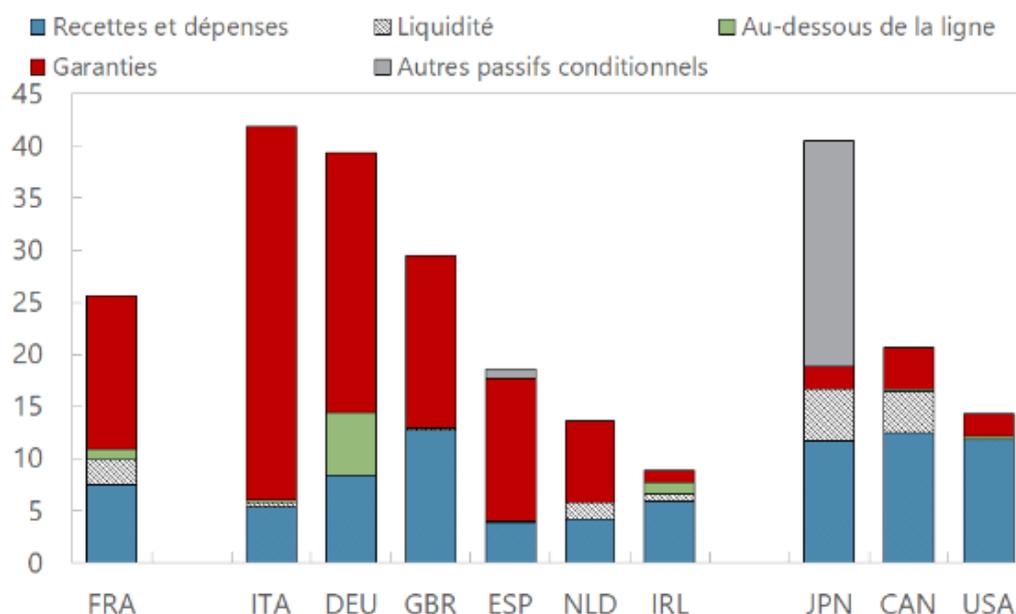
Note : les zones en rouge correspondent aux périodes de confinement et les zones en vert à celles de sortie de confinement. La mobilité est exprimée en pourcentage d'écart par rapport à la norme.

- **La réaction de la France face à la crise a été rapide, souple et proportionnelle à l'ampleur du choc.** Le gouvernement a engagé des plans budgétaires globaux pour 2020-2022, dans le cadre desquels l'équivalent d'environ 26 % du PIB est alloué aux mesures d'urgence et de relance. Les dispositions prises dans l'urgence ont été ajustées de manière fluide au fur et à mesure de la crise, permettant d'allouer des ressources supplémentaires au secteur de la santé et d'aider les ménages et les entreprises en préservant les emplois et en injectant de la liquidité. Le plan de relance de la France, renforcé par le plan de relance Next Generation EU, est fondé sur la transformation numérique et verte de l'économie, la mise à niveau des compétences et l'amélioration de la compétitivité.

Riposte budgétaire à la COVID-19

La France a mis en oeuvre de vastes mesures budgétaires d'urgence et de relance, proportionnellement à l'incidence sanitaire et économique de la crise.

(en pourcentage du PIB)



Sources : base de données sur les mesures relatives à la COVID-19 du Moniteur des finances publiques (au 6 novembre) ; calculs des services du FMI.

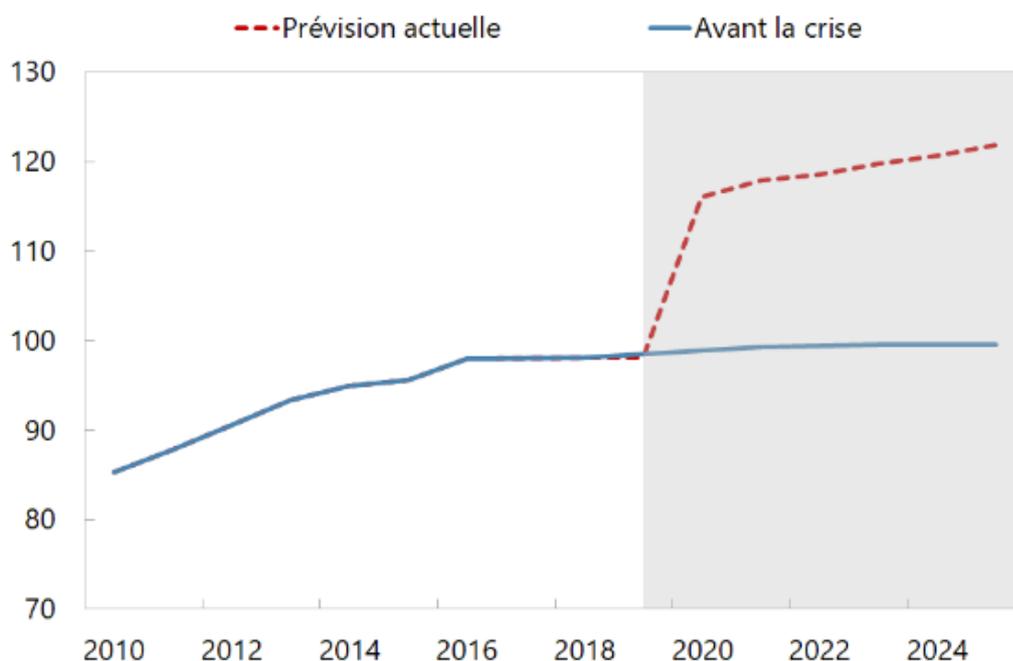
Note : les mesures portant sur la liquidité prévoient un report des impôts ou un remboursement accéléré des déductions d'impôts. Les mesures extraordinaires comprennent les injections de capital ou l'achat d'actifs, les prêts de l'État, les reprises de dette et les nationalisations..

- **Lorsque la reprise s'affermira en France, un ciblage progressif des mesures d'appui faciliterait la restructuration économique et permettrait de contenir les coûts budgétaires.** À court terme, il est judicieux de continuer d'aider les entreprises et les personnes touchées par la crise. À mesure que la reprise s'installera, les mesures d'urgence globales devraient céder la place à des aides ciblées aux secteurs les plus dynamiques de l'économie, tout en mettant en place un filet de sécurité pour les personnes souffrant de la transition. Les efforts de rééquilibrage ne devraient commencer que lorsque la reprise est confirmée mais le processus de planification, en revanche, devrait commencer dès maintenant afin de proposer une solution budgétaire à moyen terme crédible, qui vise la réduction de la dette publique.

Dette élevée

La dette publique de la France devrait augmenter en raison des mesures d'aide budgétaire et de la baisse de la production.

(en pourcentage du PIB)



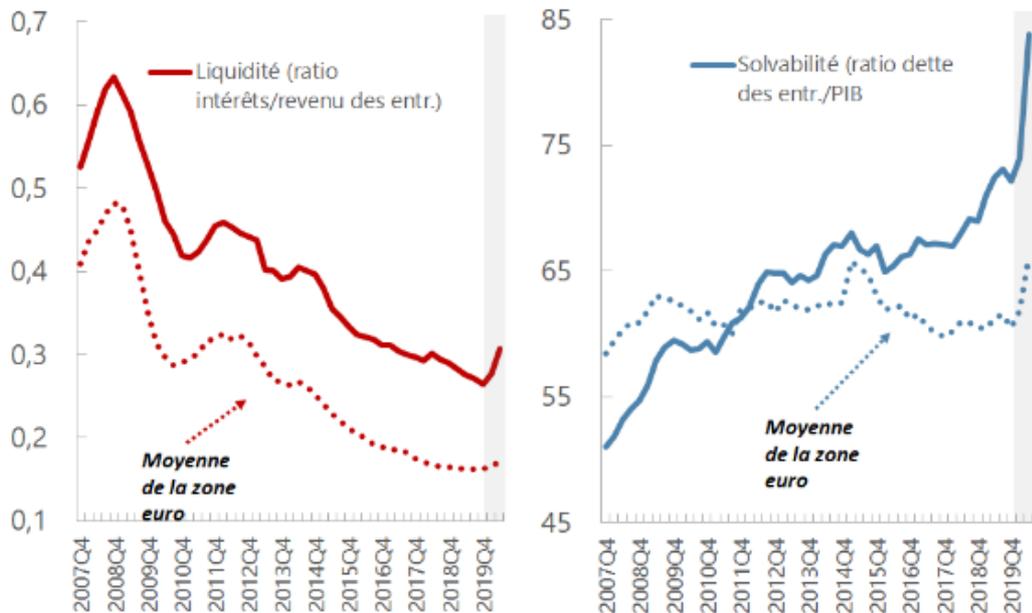
Source : calculs des services du FMI.
Note : la zone en gris correspond aux prévisions.

- **Si le secteur bancaire jouissait d'une certaine marge de manœuvre au déclenchement de la crise, il sera essentiel de renforcer la situation financière des entreprises pour garantir la reprise économique.** Les politiques d'urgence, telles que les prêts bancaires garantis par l'État, ont aidé les entreprises à honorer leurs obligations et protégé les portefeuilles de prêts des banques en évitant des problèmes de liquidité immédiats. Ainsi, la dette des entreprises, qui était déjà en hausse, a augmenté de 10 points de pourcentage du PIB supplémentaires durant le deuxième trimestre de 2020. Toutefois, les banques disposent de volants de fonds propres suffisants pour faire face à la hausse attendue du nombre d'entreprises insolvables. Par ailleurs, elles bénéficient d'un ensemble de mesures prudentielles et monétaires. Lorsque la phase aiguë de la crise touchera à sa fin, les prêts garantis par l'État devraient être délaissés au profit de mesures encourageant le financement participatif destinées à des entreprises en difficulté mais viables, afin de stimuler l'investissement, tout en réduisant les risques inhérents à un endettement excessif.

Sous pression

La crise de la COVID-19 a eu une incidence négative sur la liquidité et la solvabilité des entreprises françaises.

(intérêts/revenus, plage de gauche; dette/PIB, plage de droite)



Sources : Euro Stat, Quarterly SNA.

Note : les niveaux de la France correspondent aux lignes pleines et les moyennes de la zone euro aux pointillés.
Dette = passifs nets (prêts et titres de la dette) des entreprises non financières; intérêts-revenus : total des intérêts avant allocation des SIFIM par rapport au revenu brut disponible des entreprises non financières (moyenne mobile sur quatre trimestres).

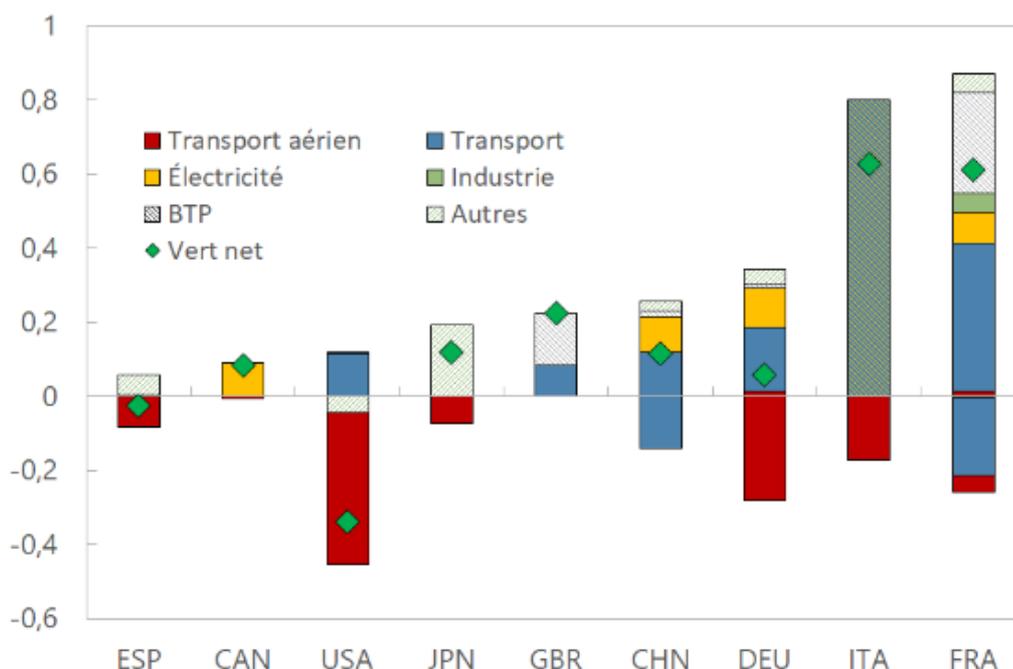
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

- **Les politiques en faveur de l'investissement dans l'économie verte qui créent de l'emploi devraient aider à limiter les séquelles de la crise, tout en favorisant un virage écologique de l'économie.** Le plan de relance stimule l'investissement en faveur de la transformation écologique et numérique. Au moment où la reprise se confirme, la France devrait prendre d'autres mesures vertes cohérentes avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et les initiatives européennes sur la réduction des émissions, notamment la tarification adaptée du carbone dans tous les secteurs de l'économie. En complément, les pouvoirs publics devraient prendre des mesures d'atténuation afin d'aider les ménages à faible revenus à s'adapter et ainsi renforcer l'acceptation de cette transformation par la société.

Transition écologique

Les dépenses en faveur du climat sont un des éléments clés du plan de relance de la France.

(éléments favorables (+) et défavorables au climat (-) par secteur, en pourcentage)



Sources : FMI, Moniteur des finances publiques, «Policies for the Recovery», Washington, octobre 2020 .
 Note: les investissements en faveur de l'appui aux batteries de stockage d'énergie ont été comptabilisés à la rubrique «Transport».